¿ Interrogations ?
revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales

**Bihr Alain**

# Annie Lacroix-Riz, De Munich à Vichy. L'assassinat de la Troisième République

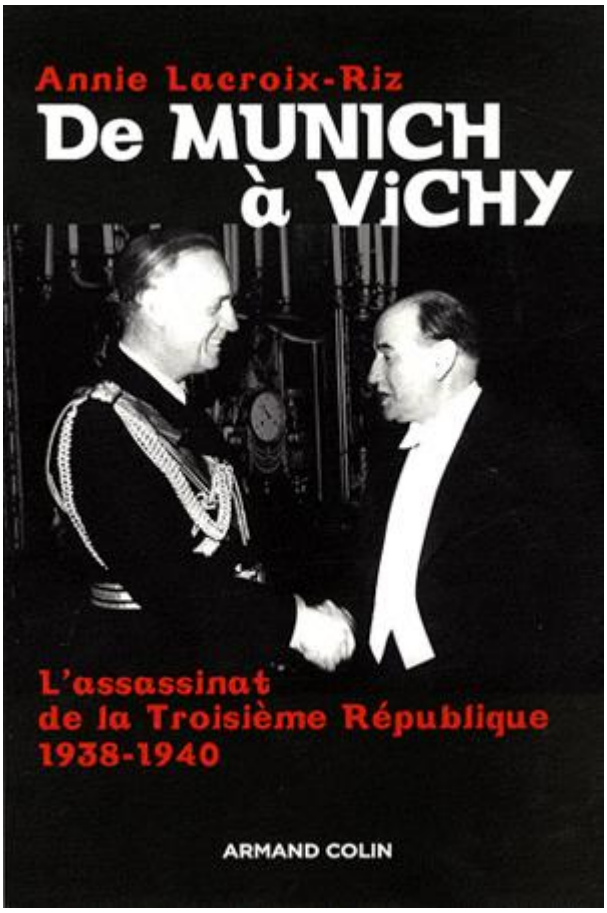
## Pour citer l'article

Bihr Alain, « Annie Lacroix-Riz, De Munich à Vichy. L'assassinat de la Troisième République », dans *revue ¿ Interrogations ?*, N°8. Formes, figures et représentations des faits de déviance féminins, juin 2009 [en ligne], http://revue-interrogations.org/Annie-Lacroix-Riz-De-Munich-a (Consulté le 2 mai 2024).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Annie Lacroix-Riz, *De Munich à Vichy. L'assassinat de la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 2008




« *Soixante-dix ans plus tard, la question des conditions intérieures et extérieures de l'avènement de ' l'Etat de Pétain [et] de Laval' demeure taboue.* » (page 294). C'est ce tabou qu'Annie Lacroix-Riz a entrepris de briser définitivement par son dernier ouvrage.

Longtemps a prévalu une thèse selon laquelle le soi-disant « *Etat français* » avait été le fruit amer de la cuisante défaite enregistrée, en quelques semaines, par les armées françaises face aux troupes allemandes et des diktats successifs du vainqueur et de l'occupant nazi. Les historiens se disputaient simplement sur le degré et la portée de la collaboration dont le premier avait fait montre à l'égard du second, les uns soutenant que cette collaboration, contrainte et forcée, avait permis de limiter le prix à payer pour la défaite, Vichy jouant le rôle de bouclier tout en étant contraint de faire la part du feu [1], les autres soulignant à l'envi combien cette collaboration procédait d'une pleine volonté des dirigeants vichystes, au point de devancer et d'excéder souvent les demandes nazies, en procédant d'une fondamentale complicité et parenté entre les deux régimes [2]. Dans l'un et l'autre cas, cependant une coupure est établie ou présupposée entre le régime de Vichy et la IIIe République sur le cadavre de laquelle le premier se serait édifié.

Cette coupure est désormais contestée par toute une nouvelle génération de travaux qui mettent en avant, au contraire, l'absence de solution de continuité entre les dernières années du régime républicain et Vichy [3]. Annie Lacroix-Riz propose de cette absence une explication radicale et iconoclaste : elle procéderait d'un véritable complot ourdi dans le milieu des années 1930 pour renverser la République, au prix en définitive d'une défaite militaire sciemment planifiée et exécutée, dans le but d'installer en France un régime de type fasciste, allié de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne, essentiellement destiné à y détruire le mouvement ouvrier et à y redoubler l'exploitation de la classe ouvrière. Complot dont Annie Lacroix-Riz avait déjà tracé les grandes lignes dans *Le choix de la défaite* [4] et dont elle étudie les dernières phases de la réalisation dans le présent ouvrage, celles allant des accords de Munich, par lesquels la Tchécoslovaquie est dépecée au profit du Reich à la fin du mois de septembre 1938, au vote par le Parlement français, le 10 juillet 1940, des pleins pouvoirs à Pétain, signant la fin de la IIIe République.

Le noyau dur des comploteurs, largement restés dans l'ombre, est constitué par la Synarchie : un groupe de quelques centaines de propriétaires et de dirigeants (comprenant bon nombre d'inspecteurs des Finances et de polytechniciens) de grands groupes industriels, bancaires, financiers, parmi lesquels figurent notamment ceux de la Banque de France, de la banque Worms, de la Banque d'Indochine, le Comité des Houillères, le Comité des Forges – tous partisans dès les années 1920 d'une association étroite du capital français avec le capital allemand, alors déjà dominant en Europe occidentale. Association qui s'épanouira pleinement aux 'beaux jours' de l'Occupation nazie et de la collaboration vichyste.

Autour de ce noyau, financées et contrôlées par lui, s'étendent les ramifications de la Cagoule, résultant de l'unification, intervenue après l'échec du coup de force fasciste du 6 février 1934, des ligues de différentes ligues d'extrême droite : les Jeunesses patriotes (reconstituées sous le couvert du Parti républicain, national et social en 1936), les Croix de Feu (reconstituées sous le couvert du Parti social français en 1936), ultérieurement rejoints et renforcés par le Parti populaire français. Cagoule dont le chef suprême n'est autre que Philippe Pétain, dont la branche civile fournira à Vichy l'essentiel de son haut personnel politique et administratif mais aussi une partie de ses hommes de main, tandis que sa branche militaire comprend les principaux responsables des forces armées françaises (Weygand, Colson, Huntziger, Darlan, Vuillemin – à l'exception de Gamelin, simple complice passif), qui sauront montrer autant de zèle à ne pas préparer la guerre avec l'Allemagne (alors qu'elle était pourtant inéluctable) et à ne pas la mener une fois déclarée qu'à organiser la défaite face à l'offensive allemande de mai-juin 1939 – avant de constituer le haut personnel militaire de Vichy.

Comme tout complot, cependant, il n'a pu réussir qu'avec l'appui et le relais de complices. En l'occurrence, ceux-ci auront été de deux ordres. D'une part, tout l'appareil nazi, déjà en place en France (essentiellement à Paris), autour d'Otto Abetz, disposant de relais dans la Chambre de commerce internationale, ainsi que dans une série de comités et groupes spécifiques (le Comité franco-allemand d'information et de documentation, le Comité France-Allemagne, etc.) Comme Vichy lui-même, la collaboration n'aura pas attendu juin 1940 pour se déployer – même si c'est après cette date qu'elle se développera pleinement. La complicité aura été aussi active que discrète dans ce cas. D'autre part, et la chose est plus étonnante, la plus grande partie du personnel politique français : non seulement les dirigeants des formations de la droite dite républicaine (Louis Marin, Pierre-Etienne Flandin, André Tardieu, Paul Reynaud), qui ont en fait toutes des accointances et des sympathies fascistes, mais encore ceux des formations dites de gauche, qu'il s'agisse du Parti radical et radical-socialiste d'Edouard Herriot et d'Edouard Daladier ou de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) de Paul Faure et Léon Blum – le seul Parti communiste fait exception [5]. Dans le cas de ces derniers, la complicité a combiné dans des proportions variables selon les individus aveuglement, calcul politicien à courte vue, complaisance, pusillanimité et veulerie.

Quand on aura ajouté aux pièces précédentes l'existence d'une presse quotidienne (*Le Figaro*, *Le Temps*, *Le Petit Parisien*, *Paris-Soir*) et d'agences de presse (Havas, Agence France-Presse) tout entière entre les mains du grand patronat (et notamment le Comité des Forges), le puzzle sera (presque) complet. Les comploteurs possèdent ainsi les moyens de « dindonner » à souhait l'opinion publique de manière à l'aveugler sur ce qui est en train de se passer ou à l'y faire consentir.

Evidemment, comme toute thèse complotiste, celle dont l'argument central vient d'être ainsi résumé suscite immédiatement suspicion et scepticisme. Annie Lacroix-Riz ne pouvait ignorer l'écueil. Pour le franchir, il lui a fallu étayer la moindre de ses affirmations grâce à l'exploitation d'une montagne d'archives (françaises, allemandes, italiennes, britanniques, états-uniennes, soviétiques) ainsi que de l'ensemble de la bibliographie existant sur le sujet : les seuls renvois à ces fonds occupent une cinquantaine de pages de son ouvrage. On reste confondu par la somme de travail que cela représente. C'est à ce prix qu'Annie Lacroix-Riz sera parvenue à exécuter le projet de recherche historique que Marc Bloch appelait implicitement de ses vœux dès 1944 : « *Le jour viendra* (…) *où il sera possible de faire la lumière sur les intrigues menées chez nous de 1933 à 1939 en faveur de l'Axe Rome-Berlin pour lui livrer la domination de l'Europe en détruisant de nos propres mains tout l'édifice de nos alliances et de nos amitiés.* » [6] Qu'il ait fallu quelques soixante-dix ans pour qu'il soit accompli constitue une autre énigme sur laquelle il faudra se pencher un jour.

## Notes

[1] Cf. Robert Aron (avec Georgette Elgey), *L'histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954.

[2] Cf. Robert Paxton, *La France de Vichy*, trad. française, Paris, Le Seuil, 1973.

[3] Cf. Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette, 1999.

[4] Paris, Armand Colin, 2006.

[5] Au titre des collaborateurs, il faut également compter les leaders de la tendance « confédérée » de la CGT (René Belin, etc.) dont certains seront également intégrés dans l'appareil vichyste par la suite.

[6] *L'étrange défaite* [1946], Paris, Gallimard, 1990. Cité par Annie Lacroix-Riz en 4e de couverture de *Le choix de la défaite*, *op. cit*.